

# *Cochons et résignation*

Retour sur une défaite ordinaire



(...)  
*Nos défaites, voyez-vous,  
Ne prouvent rien, sinon  
Que nous sommes trop peu nombreux  
A lutter contre l'infamie,  
Et nous attendons de ceux qui regardent  
Qu'ils éprouvent au moins quelque honte.*

Bertold Brecht, 1934

Pendant des siècles, la vie des paysans a été au centre de notre civilisation. Ils ont été asservis, amadoués, colonisés et intégrés. Des seigneurs féodaux à la technocratie bureaucratique actuelle en passant par le régime nazi, le pouvoir a toujours exercé un contrôle plus ou moins strict sur ses paysans et leur production alimentaire.

La société capitaliste industrielle prenant le pas sur la vieille société paysanne ne pouvait pas tolérer leur autonomie. Cette agriculture de subsistance pourrait donner un mauvais exemple. Comme le reste de la vie sur Terre, les paysans ont été mis au pas : capitalisme, marchandise, industrialisation, contrôle étatique, normes, technologie, écologie, plus de normes, etc.

Depuis quelques décennies, leur fin est annoncée, leur mort est proclamée, leur sacrifice a effectivement eu lieu. L'industrie les a consommés et a recraché l'agriculteur, chef d'entreprise, exploitant agricole, producteur, gestionnaire d'exploitation et maintenant, de biodiversité.

Pourtant, beaucoup s'arrachent leur dépouille. Certains parlent d'agriculture familiale ; d'autres, les syndicats agricoles et les groupes citoyennistes, continuent de parler de paysannerie. C'est assez compréhensible. Dans une société où chaque parcelle de ce qu'on appelait la vie est sous contrôle, il est confortable de rêver qu'il subsiste encore, par-ci par-là, un endroit rassurant, une sorte de lien perdu avec l'humanité. Pourtant, en utilisant ces termes, ils entretiennent la confusion.

Dans nos pays occidentaux, cette paysannerie n'existe plus et essayer de ranimer un cadavre mort et enterré depuis des décennies a quelque chose d'obsène ; il y a là une sorte d'acharnement thérapeutique déraisonnable, un déni de réalité. L'agriculteur bio local n'est pas plus un paysan que la voiture est un cheval. Hétéronomie contre autonomie.

On pourra m'opposer que la définition du paysan a changé avec la société, qu'il ne faut pas jouer sur les mots et que maintenant le paysan est, en fait, un agriculteur qui travaille dans une ferme plus ou moins autonome en intrants, produisant des denrées – soumises à divers contrôles de qualité – qu'il vend en partie localement et en partie sur le marché de masse. Ou alors qu'il est un maraîcher qui produit des paniers de légumes qu'il vend à des clients fidèles en circuit court, etc.

Je répondrai à ces arguments que si nous acceptons de falsifier les définitions en fonction de l'idéologie dominante, nous sommes prêts à accepter qu'un poulet est cet animal mal plumé à la crête retombante et rosâtre, vivant dans un hangar avec 10 000 autres animaux du même type, se

nourrissant de farine pendant ces 75 jours de vie et finissant labellisé sous emballage plastique recyclable dans un rayon frigorifique de grande surface bio.

Or, si l'on veut faire usage de raison, on ne peut que constater qu'il ne l'est pas.

Mais, en admettant que nous acceptions cette nouvelle torsion mentale, nous devrions aussi en accepter d'autres. Une nouvelle définition du mot barbarie par exemple ; ce mot se redéfinit quand le Ministre Ducarme décide de détruire 4000 cochons gaumais sains sous couvert du principe de précaution alors que la procédure de confinement des élevages était la solution préconisée par la stratégie européenne concernant la peste porcine africaine tant qu'aucun porc d'élevage n'était atteint.

Qu'est-ce que le principe de précaution ? Une définition nous dit ceci : « *Principe selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque dans les domaines de l'environnement, de la santé ou de l'alimentation.* ». Nous constaterons qu'il n'est nullement mentionné de raisons économiques alors qu'elles ont clairement été le motif de cette élimination.<sup>1</sup>

Si la destruction de 4000 cochons sains est une mesure proportionnelle, alors il y a tous les motifs de s'inquiéter de la banalité de l'horreur communément admise par cette société. Elle nous apparaît au grand jour, visage hideux du *plus froid des monstres froids* ; un monstre qui n'aura jamais de visage humain malgré toutes les prières des fanatiques étatistes.

Si, effectivement, cette tuerie est une réaction proportionnelle, imaginons seulement les possibilités ouvertes par une foule en colère mettant en application ce principe de précaution aux décisions politiques abusives, à la destruction des possibilités de vie sur Terre, au capitalisme, à la société industrielle, etc.

Malheureusement, foule, concernant les cochons gaumais, il n'y eut pas.

J'accorde volontiers que le sujet pouvait paraître un peu fade aux militants. Il ne s'agissait pas de manifester devant l'ONU pour les droits des paysans, de signer une pétition en ligne ou de se montrer solidaire ; il ne s'agissait pas de participer au spectacle mais d'être là pour soutenir les éleveurs concernés. Si Jacques Ellul nous a laissé cette idée de *penser global, agir local*, la Gaume n'était certainement pas assez locale – malgré la destruction de l'espace et du temps. Du côté politique et syndical, ils ont agi à leur manière : ils ont fait des communiqués de presse, ont questionné le ministre, se sont positionnés, etc. ; des postures noyées dans le bruit.

Quant à nous, individus en colère, nous étions même prêts à défendre des types d'élevage pourtant indéfendables (naissances en flux tendu, porcelets à destination de l'engraissement en Flandre, etc.), mais nous n'étions pas assez nombreux, malgré la bonne volonté et la solidarité de nombreux sympathisants. Nos idées n'ont pas pu germer et nous ne sommes pas parvenus à faire le poids face à la résignation et au chantage financier.

Les éleveurs ont beau aimer leurs animaux, se voir privé de compensations aurait rendu leur situation encore plus précaire. L'État avait été très clair : en cas de non-application de l'arrêté ministériel, le contrevenant ne recevra aucune indemnité et les frais judiciaires seront à sa charge. Il fabrique des règles nouvelles selon la nécessité, c'est certainement son rôle, mais dans un même temps, il verrouille toute contestation en achetant la paix sociale et en ne laissant aucun délai de réaction.

Aucun n'a voulu prendre le risque.

---

<sup>1</sup> [https://virton.ecolo.be/wp-content/uploads/sites/124/2018/09/20180926\\_QA-GerkensR-Ducarme-abattage-porcs-PPA.pdf](https://virton.ecolo.be/wp-content/uploads/sites/124/2018/09/20180926_QA-GerkensR-Ducarme-abattage-porcs-PPA.pdf)

Le mauvais esprit pourra faire le parallèle avec des pratiques mafieuses ; le bel esprit y verra l'État-providence qu'il convient de défendre. Les syndicats eux, s'indignent ou condamnent fermement et, finalement, ne font que négocier les montants malgré les promesses d' « actions spectaculaires ». Ils n'ont pas été consultés comme il est d'usage dans ce genre de situation ; leur inutilité révélée, bredouillante au journal télévisé. Ducarme ne s'est même pas donné la peine d'un faux-semblant. Ils restent, malgré tout, les plus férus défenseurs du système, qu'il soit industriel ou durable – ce qui revient au même.

Bon nombre d'éleveurs ont appris l'ordre de mise à mort par les médias. Cinq jours pour abattre les cochons, après ce délai, tout part au clos d'équarrissage. L'abattoir de Virton, le seul dans la zone, était submergé et n'a pu accepter qu'un nombre limité d'animaux. Rien d'autre n'a été mis en place. Pour le coup, certains pouvaient même abattre eux-mêmes à la ferme : la nécessité amène à certaines souplesses, même de la part des bureaucrates les plus obtus.

Sur les 60 éleveurs, seulement 7 avaient plus de 100 porcs ; 5 en avaient entre 50 et 100 ; 6 en avaient entre 10 et 50 ; 42 avaient moins de 10 cochons.

Si nous nous contentons de la définition nouvelle du paysan, prenons disons ces 42 éleveurs, n'étaient-ils pas paysans assez ? Certains étaient même *bio*, savez-vous ? Peut-être auraient-ils dû se mettre à chanter en espagnol afin d'attirer les sympathies d'un certain militantisme ? C'est vrai qu'il ne fait pas céder au cynisme mais, voyez-vous, tout cela s'est passé pendant que les militants professionnels et les spécialistes revendiquaient des *Droits* pour les *paysans* au Conseil des Droits de l'Homme, postant sur les réseaux sociaux, écrivant tribunes dans les grands médias, etc. Penser local, agir global ou est-ce l'inverse ? On ne sait plus, nous sommes confus.

\*\*\*

Il n'y a plus de cochons en Gaume, pour une durée indéterminée et plus de ferme digne de ce nom ; une ferme sans cochon n'est plus vraiment une ferme.

Si la peste porcine africaine venait à être retrouvée dans des sangliers hors de la zone de confinement actuelle, nous espérons que notre défaite pourra servir à ceux qui ne sont pas résignés d'avance et qu'une résistance plus conséquente pourra s'organiser.

Même si globalement, dans cette guerre au vivant, nous perdons. Même si un grain de sable n'arrêtera pas le désastre. Dans l'agitation et les palabres, un autre bruit, discret, se fait entendre. Il paraîtrait qu'un cochon gaumais aurait trouvé refuge.

Ce n'est pas grand-chose et ce n'est peut-être pas vrai mais, quoi qu'il en soit, cette seule idée est, en elle-même, bien satisfaisante.

Pour nous contacter :  
cochons-en-lutte@pm.me